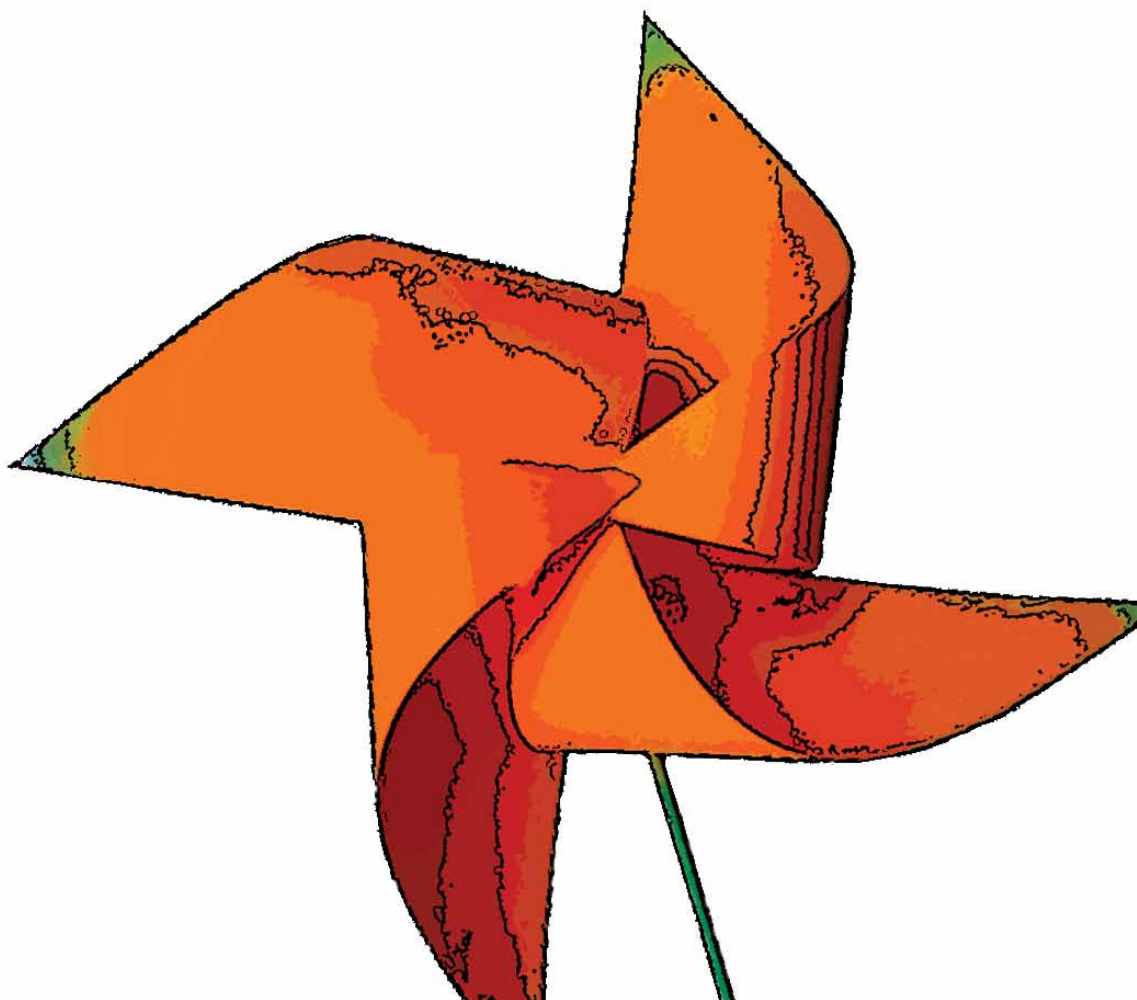


ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
BUREAU DE BRUXELLES

JAMES ANGEL

STRATÉGIES POUR LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE



JAMES ANGEL

**STRATÉGIES POUR
LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE**

BRUXELLES, FÉVRIER 2016

CONTENU

Introduction	7
Conceptualiser la démocratie énergétique	10
Concrétiser la démocratie énergétique	13
Gestion publique progressiste	18
Pauvreté énergétique	20
Les syndicats et une transition juste	24
Point de vue: État, pouvoir, politique	26
Annexes: Contexte du rapport	30

À PROPOS DE L'AUTEUR

James Angel est un activiste et chercheur basé à Londres. Il travaille actuellement sur un doctorat de géographie au King's College de Londres, explorant des stratégies pour la démocratie énergétique au Royaume-Uni.

INTRODUCTION¹

Alors que les températures mondiales grimpent, que le conflit géopolitique sur les notions de «sécurité énergétique» s'intensifie et que des personnes à travers le monde se retrouvent incapables de subvenir à leurs besoins énergétiques de base, un consensus global semble émerger sur le besoin d'une «transition énergétique» vers des sources d'énergie à faibles émissions de carbone. La définition consensuelle de la transition énergétique à venir en tant que «chose sur laquelle nous pouvons tous nous mettre d'accord», masque cependant un terrain politique hautement contesté.² Partout, la lutte pour l'énergie va bon train, ceux qui sont investis dans un «capitalisme vert» revitalisé entrant en antagonisme avec des mouvements demandant des alternatives énergétiques émancipatrices.

Pourtant, trop souvent le débat sur l'énergie est réduit à des questions de science (quelle proportion de carbone dans l'atmosphère devrions-nous viser?), des questions de technologie (quelle est la prochaine panacée technologique derrière laquelle nous rassembler?), des questions d'économie (quand le vent ou le solaire sera-t-il au même prix que le charbon?), ou des questions de management d'élite (que peuvent faire les «experts» au BP/à l'UE/à l'ONU pour nous sauver?). En ôtant le contenu politique des questions de transition énergétique, ceux qui détiennent le pouvoir essaient de s'assurer que les questions dangereuses sont reléguées au second plan: les questions sur qui profite et qui fait les frais de la transition, quelles voix sont entendues, quelles sortes d'arrangements énergétiques sont désirables pour la majorité d'entre nous et quels arrangements ne le sont pas.

Ceux d'entre nous qui cherchent à bousculer le statu-quo doivent donc imposer les questions de politique – questions de conflits d'intérêts, contrôle et propriété, colonialisme, classe, genre, race; pour résumer, les questions de pouvoir – au centre du débat sur l'énergie. C'est dans ce contexte que le discours et programme de *démocratie énergétique* a émergé. L'appel à la *démocratie* offre une revendication politique explicite: alors

1 Cette section d'introduction est fortement inspirée du discours d'ouverture de Tazio Müller à l'atelier Stratégies de la Démocratie énergétique organisé par le bureau de Bruxelles de la Rosa Luxemburg Stiftung les 1–2 octobre 2015.

2 Cf. Swyngedouw, E. (2010) "Apocalypse Forever? Post-Political Populism and the Spectre of Climate Change" («Apocalypse pour toujours? Le populisme post-politique et le spectre du changement climatique»). *Theory Culture and Society* 27(2-3), 213–232.



que nos ennemis cherchent à renforcer leur mainmise sur le pouvoir (pouvoir politique, pouvoir économique et le pouvoir utilisé comme carburant de nos sociétés), nous devons reprendre ce pouvoir.

L'espoir, de plus, est que la démocratie énergétique pourrait offrir de nouveaux espaces de collaboration entre des mouvements écologiques et des mouvements pour la justice sociale, économique et au travail. Typiquement, dans le passé, ces mouvements ont lutté pour trouver un terrain d'entente pour des causes de différentes origines sociales, traditions politiques divergentes, et parfois, des programmes et intérêts directement opposés. Nos ennemis jouent un rôle actif dans la création et l'exploitation de ces divisions, nous montant régulièrement les uns contre les autres par une série de mensonges: il faut choisir entre nos emplois ou le climat; les énergies fossiles ou des factures plus élevées. Peut-être, en intégrant la demande d'une énergie à faibles émissions de carbone aux demandes pour la démocratie au travail, des tarifs abordables et une transition juste, le programme de démocratie énergétique pourrait commencer à créer une conscience de lutte partagée et de solidarité mutuelle.

Dans les années qui ont suivi la naissance du programme de démocratie énergétique, les progrès ont été nombreux. Le terme s'est propagé à travers la lutte européenne pour la justice climatique, de même que dans certains syndicats.³ Des discours de démocratie énergétique sont entrés dans le monde académique ⁴ et même dans les récits des partis politiques et gouvernements de gauche.⁵

3 Cf. Platform (2014) "Energy Beyond Neoliberalism" («L'énergie au-delà du néolibéralisme») Soundings 59, 96-114; Sweeney, S. (2012) Resist, Reclaim, Restructure («Résister, réapproprier, restructurer») New York: Université Cornell Global Labour Institute.

4 Becker, S. et Kunze, C. (2014) "Transcending community energy: collective and politically motivated projects in renewable energy (CPE) across Europe" («Transcender l'énergie de la communauté: les projets d'énergie renouvelable à motivation collective et politique à travers l'Europe») People, Place and Polity 8(3), 180-191.

5 Cf., par exemple, le discours de Lisa Nandy, secrétaire fantôme pour l'énergie au Royaume-Uni, à la conférence du parti travailliste de septembre 2015, disponible sur: <http://press.labour.org.uk/post/130122805099/speech-by-lisa-nandy-to-labour-party-annual>.



Pendant ce temps, des coopératives énergétiques appartenant à des communautés deviennent de plus en plus omniprésentes: au-delà des traditionnels bastions de l'Allemagne (où certains calculent que la moitié du secteur naissant des énergies renouvelables est détenue par des coopératives)⁶ et le Danemark (où 23% de l'éolien vient de coopératives renouvelables)⁷, le modèle prend désormais son essor en Europe du Sud et au Royaume-Uni.⁸ La démocratie énergétique dépasse aussi maintenant l'échelle locale, avec des expérimentations intéressantes en cours aux niveaux municipaux, régionaux et nationaux.

L'avènement de projets électoraux de gauche à travers l'Europe demande maintenant une concrétisation rapide du projet de démocratie énergétique: avec des décideurs progressistes et des ministres cherchant rapidement de nouveaux chemins énergétiques, nous avons besoin de réponses claires à des questions difficiles, d'options de financement aux stratégies de conversion industrielle, en passant par de nouveaux modèles de gestion publique. Ce document vise à clarifier les débats en cours, ouvrir de nouvelles questions et nous aider à progresser vers certaines des réponses dont nous avons besoin.

-
- 6 Die Wende – Energie in Bürgerhand, Agentur für Erneuerbare Energien (2013). "Definition und Marktanalyse von Bürgerenergie in Deutschland" Lüneburg. Disponible sur: http://www.buendnis-buergerenergie.de/fileadmin/user_upload/downloads/Studien/Studie_Definition_und_Marktanalyse_von_Buergerenergie_in_Deutschland_BBE.pdf
 - 7 Haas, T. (2012) "Greening the Economy?" («Verdir l'économie?») Disponible sur: <http://arranca.org/ausgabe/45/greening-the-economy>
 - 8 Kunze, C. et Becker, S. (2014) "Energy Democracy in Europe: A Survey and Outlook" («La démocratie énergétique en Europe: un sondage et vision d'avenir»). Bruxelles: Rosa Luxemburg Stiftung. Disponible sur: <http://rosalux-europa.info/publications/books/Energy-democracy-in-Europe/>



CONCEPTUALISER LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE⁹

LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE, UN TERME CONTESTÉ

Les origines du concept de «démocratie énergétique» se trouvent dans le mouvement allemand pour la justice climatique. Le Camp Climat de Lausitz en 2012 a vu plusieurs groupes différents se mettre d'accord sur la définition suivante:

*«La démocratie énergétique signifie que tout le monde a accès à suffisamment d'énergie. La production de cette énergie ne doit ni polluer l'environnement ni nuire aux personnes. Plus concrètement, cela signifie que les ressources de carburants fossiles doivent être laissées sous terre, les moyens de production doivent être socialisés et démocratisés, et nous devons reconsidérer notre attitude globale envers la consommation d'énergie».*¹⁰

Cela constitue une conception radicale de la démocratie énergétique: les carburants fossiles laissés sous terre; accès universel; production socialisée; et des attitudes de consommation transformées.

Les syndicats pour la démocratie énergétique offrent une définition similaire sur plusieurs points:

*«Une approche syndicale de la démocratie énergétique peut être construite autour de trois objectifs larges et stratégiques, plus précisément le besoin de résister au programme dominant des grandes corporations énergétiques et leurs alliés; le besoin de se réapproprier dans la sphère publique des parties de l'économie de l'énergie qui ont été privatisées ou marchandisées; et le besoin de restructurer le système afin d'accroître massivement l'énergie renouvelable et à faibles émissions de carbone, mettre en œuvre agressivement la conservation de l'énergie, assurer la création d'emplois et de richesses locales, et asseoir le contrôle de la communauté et de la démocratie sur le secteur de l'énergie.»*¹¹

9 Cette section est fortement inspirée de la contribution de Conrad Kunze à l'atelier «Stratégies pour la démocratie énergétique» organisé par le bureau de Bruxelles de la Rosa Luxemburg Stiftung les 1-2 octobre 2015.

10 Citation de Klimacamp.info sur le site web du Büro für eine demokratische Energiewende, cf: www.energie-demokratie.de

11 Sweeney, S. (2012) Resist, Reclaim, Restructure («Résister, réapproprier, restructurer») New York: Université Cornell Global Labour Institute, p. 31.

Cela aussi offre un programme fort et progressiste: une approche s'opposant à la marchandisation et la privatisation; contrôle par la communauté et la démocratie; investissement ambitieux dans l'énergie à faibles émissions de carbone. Alors que le rapport du mouvement de justice climatique invoque un besoin de réévaluer les habitudes de consommation – sous-entendant peut-être des idées de décroissance – la conception des syndicats pour la démocratie énergétique appelle à la création d'emplois et de richesses locales, invoquant un programme Keynésien plus naturellement compatible avec une attitude conventionnelle vantant la croissance.

Il n'y a aucune garantie que le discours de la démocratie énergétique gardera un contenu politique progressiste. Le parti Conservateur au Royaume-Uni, par exemple, a parlé du besoin de décentraliser la production d'énergie afin de donner «le pouvoir au peuple».¹² Il y a même un programme néo-libéral qui émerge pour une transition décentralisée faible carbone, démantelant les grands monopoles pour faciliter une concurrence de marché accrue. Les acteurs clés, ici, sont des foyers individuels et des communautés financièrement aisées, avec des partenaires plus petits du secteur privé qui en profitent. Alors que les coopératives énergétiques sont encouragées, peu d'attention est accordée aux barrières à la participation dues aux inégalités préexistantes de richesse et de capital social. Une politique progressiste de démocratie énergétique n'est pas opposée, bien sûr, à la propriété décentralisée à petite échelle. Cependant, au contraire de la vision néo-libérale, un programme progressiste met en avant l'accès universel et le contrôle socialisé, à l'opposé des relations de marché.

En bref, la «démocratie énergétique», comme tout concept, est contestée et flexible. Nous devons rester attentifs à la menace d'une cooptation néo-libérale et à la lutte pour garder un contenu politique radical.

¹² Discours de David Cameron auprès de Greenpeace en décembre 2007. Disponible sur: <http://conservative-speeches.sayit.mysociety.org/speech/599729>.



ALTERNATIVES À LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE

La démocratie énergétique n'est pas le seul terme utilisé pour énoncer des revendications politiques d'une transition énergétique émancipatrice. Un défaut clé du discours actuel est son ampleur limitée dans le sud du globe. Global Justice Now, une ONG basée au Royaume-Uni, utilise le terme «justice énergétique», jugeant qu'il a plus de résonance avec les discours de leurs alliés au sud. En Catalogne et en Amérique Latine, le terme préféré est la «souveraineté énergétique», qui offre un rejet clair de l'impérialisme et du colonialisme. Certains chercheurs et le groupe de campagne au Royaume-Uni Platform ont développé l'idée de «communs énergétiques», montrant un désir de contrôle collectivisé, participatif à l'opposé de la privatisation et du contrôle centralisé de l'État.

La coexistence de la démocratie énergétique avec une multitude de concepts alternatifs n'est pas nécessairement un problème. Il est plutôt dans le meilleur intérêt des mouvements de définir les termes qui leur sont les plus utiles pour atteindre leurs buts politiques, compte tenu des conditions dans lesquelles ils opèrent. Les groupes européens demandant une démocratie énergétique doivent cependant agir en solidarité avec ceux qui sont en première ligne du colonialisme d'énergies fossiles dans le sud de la planète. Nous devons, alors, faire tout ce que nous pouvons pour préserver la démocratie énergétique d'une récupération politique eurocentrique et nous assurer que les revendications faites au nom de la démocratie énergétique correspondent aux besoins et intérêts des luttes menées ailleurs dans le monde.

CONCRÉTISER LA DÉMOCRATIE ÉNERGÉTIQUE

La démocratie énergétique en action se joue traditionnellement à petite échelle, à travers des coopératives communautaires d'énergies renouvelables. Cependant, ces dernières années ont ouvert la voie à de nouvelles possibilités pour la démocratie énergétique au niveau municipal et national. Cette section donne une vue d'ensemble de ces différentes options pour promulguer la démocratie énergétique.

LES COOPÉRATIVES ÉNERGÉTIQUES

Les coopératives énergétiques sont des entreprises gouvernées par leurs membres: des individus qui investissent dans la coopérative pour financer la production d'énergie renouvelable, ou (plus rarement) des consommateurs qui achètent de l'énergie à la coopérative. L'énergie produite est généralement revendue au distributeur national, même si la possibilité de marchés énergétiques locaux commence à s'ouvrir. Dans les pays où l'énergie communautaire a prospéré, c'est largement dû aux tarifs de rachat: des subventions pour offrir aux coopératives un taux généreux pour l'énergie qu'elles revendent au distributeur national. Cela vaut certainement pour la renaissance du renouvelable de communauté en Allemagne, mais ces subventions seront supprimées en 2017, laissant place au doute quant à l'avenir de l'«Energiewende» (tournant énergétique) allemand.

Les coopératives énergétiques se multiplient rapidement à travers le monde, permettant à de millions de personnes de devenir producteurs actifs de l'énergie qu'elles utilisent. Un problème, cependant, est l'accessibilité de ce modèle au-delà d'investisseurs aisés de la classe moyenne. Devenir membre d'une coopérative implique généralement le paiement d'une cotisation financière minimale. Ainsi, un facteur clé déterminant le potentiel progressiste du modèle coopératif est le taux auquel est fixée la cotisation minimale: alors que certaines requièrent une cotisation de centaines d'euros, les coopératives sont libres de fixer ce taux aussi bas qu'il leur semble souhaitable. En pratique, le besoin d'attirer un capital suffisant fait souvent que la cotisation minimale reste élevée. De plus, même avec une cotisation basse, seulement ceux ayant les moyens de faire de grands investissements peuvent s'attendre à un retour significatif.

Les coopératives restent, dans un certain sens, une forme de contrôle privé: alors que les coopératives décident souvent de réinvestir de grandes proportions de leurs revenus dans



des causes sociétales et environnementales et dans l'économie locale, le revenu restant est distribué en tant que profit aux membres individuels. Pour ces raisons, Berliner Energetisch – une campagne pour la propriété participative publique de l'énergie à Berlin – a décidé de ne pas incorporer la préférence de certains activistes berlinois pour une propriété coopérative du réseau de distribution de la ville, optant plutôt pour la propriété totale de l'État local.

Malgré tout, les coopératives restent une alternative importante au contrôle corporatif. Un domaine prometteur pour une exploration plus approfondie est le potentiel de partenariats entre l'État et les coopératives. L'Écosse a récemment établi un organisme d'État, Community Energy Scotland (CES), afin de fournir des prêts à bas taux à des communautés cherchant à développer des coopératives renouvelables, donnant aux coopératives une source de capital qui facilite une cotisation d'entrée plus basse, permettant une accessibilité accrue. Le CES a soutenu 302 projets seulement en 2012, L'Écosse cherchant à produire 100% de son énergie par des sources renouvelables d'ici 2020.¹³

13 Kunze, C. et Becker, S. (2014) "Energy Democracy in Europe: A Survey and Outlook" («La démocratie énergétique en Europe: un sondage et vision d'avenir»). Bruxelles: Rosa Luxemburg Stiftung. Disponible sur: <http://rosalux-europa.info/publications/books/Energy-democracy-in-Europe/>.



RE-MUNICIPALISATION

Les villes commencent à devenir des acteurs clés de la construction d'une démocratie énergétique. L'Allemagne offre un exemple qui inspire: Suite à des privatisations de masse dans les années 1990, 60 entreprises de distribution à but non lucratif détenues par des villes (Stadtwerke) furent établies entre 2007 et 2012, avec plus de 190 concessions de réseaux de distribution retournant sous contrôle municipal.¹⁴

Le retour au contrôle municipal ne garantit cependant pas un modèle très différent de la privatisation. Les mouvements sociaux doivent s'organiser pour pousser la tendance à la re-municipalisation dans une direction plus radicale et démocratique. La campagne Berliner Energietisch l'a tenté récemment, en forçant (et perdant à peu de points près) un référendum dans toute la ville sur leurs demandes en faveur d'une re-municipalisation du réseau de distribution de l'électricité et de la création d'un nouveau Stadtwerk pour investir dans l'énergie 100% renouvelable, offerte à des prix raisonnables, sous contrôle démocratique participatif.

L'Energietisch avait plusieurs propositions pour la démocratisation du contrôle municipal:

1. un panel de directeurs composé à 1/3 de politiciens, 1/3 de travailleurs, et 1/3 de citoyens élus;
2. des assemblées de quartier annuelles pour discuter, critiquer et conseiller les progrès de l'entreprise;
3. un médiateur indépendant pour faire remonter les préoccupations des citoyens;
4. une obligation par défaut de transparence totale.

Des meneurs de campagne au Royaume-Uni se sont récemment focalisés sur le potentiel des caisses de retraite municipales pour financer la démocratie énergétique. Actuellement, les caisses de retraite municipales des fonctionnaires sont fortement investies dans l'industrie des carburants fossiles. Si les municipalités se détournent des carburants fossiles et réinvestissaient dans de nouvelles capacités renouvelables, elles pourraient générer assez d'énergie pour toute l'Écosse.¹⁵

14 Hall, D. van Nieker, S. Nguyen, J. et Thomas, S. (2013) "Energy Liberalisation, Privatisation and Public Ownership" («Libéralisation, privatisation et propriété publique de l'énergie») Londres: Public Services International Research Unit.

15 Platform, 350.org, Community Reinvest, Friends of the Earth, Friends of the Earth Scotland (2015) "Local government pensions, fossil fuels and the transition to a new economy" («Les retraites locales gouvernementales, carburants fossiles et la transition vers une nouvelle économie»). Disponible sur: http://gofossilfree.org/uk/wp-content/uploads/sites/3/2015/08/Council_Pensions_Divest-Reinvest_briefing.pdf.



PROPRIÉTÉ CENTRALE DE L'ÉTAT

Il semble peu probable que la transition vers la démocratie énergétique puisse avoir lieu à l'échelle locale ou municipale seulement. On a besoin de coordination, redistribution et investissement à grande échelle, et à présent l'État central est le seul ensemble d'institutions qui peut permettre cela. Le gouvernement de gauche de l'Uruguay consent des investissements ambitieux dans l'énergie éolienne, visant à assurer 38% de la production par le vent d'ici 2017, et à terme d'arriver à 100% d'approvisionnement renouvelable.¹⁶ La plupart de ces nouveaux investissements viennent du service public détenu par l'État d'Uruguay, cette «révolution énergétique» assurant un accès à l'énergie quasiment universel. Le service public d'Uruguay a beaucoup de soutien populaire; des protestations populaires ont eu lieu à plusieurs reprises pour soutenir l'entreprise et s'opposer à la privatisation. Bien qu'il y ait beaucoup à admirer ici, le cas de l'Uruguay ne devrait pas être idéalisé. La technologie renouvelable installée est importée d'entreprises privées étrangères. Il y a pendant ce temps peu de participation démocratique dans la gouvernance de l'entreprise.

Platform a regardé le rôle que pourraient avoir les institutions d'État dans la construction d'une démocratie énergétique au Royaume-Uni. Selon leurs calculs, si le pétrole de la mer du Nord avait été imposé à un taux équivalent au régime de la Norvège, 74 milliards de pounds auraient été accumulés entre 2002 et 2008; assez pour financer une pléthore de mesures sociales et environnementales ambitieuses. Platform suggère un désinvestissement du pétrole de la mer du Nord programmé par l'État, via un régime fiscal visant à laisser deux tiers des réserves restantes sous terre, en extrayant lentement le reste du pétrole sur plusieurs années.¹⁷ De plus, Platform suggère l'établissement d'une ou plusieurs entreprises publiques pour investir dans une nouvelle capacité éolienne en mer.

Il y a cependant des raisons d'être prudents, notamment au regard du cas récent de la campagne Greenpeace contre le service public détenu par l'État de Suède, Vattenfall, à cause de ses intentions d'étendre l'extraction du charbon lignite en Allemagne. Greenpeace a pu augmenter sa force d'action grâce au statut d'entreprise détenue par l'État

16 Parks, K. (2015) "Uruguay Spends \$2.6 Billion to Become South America Wind Leader" («L'Uruguay dépense 2,6 milliards de dollars pour devenir le leader éolien de l'Amérique du Sud»). Disponible sur: <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-06-17/uruguay-spends-2-6-billion-to-become-south-america-wind-leader>

17 Platform (2014) "The Secret Figures Behind North Sea Oil" («Les chiffres secrets derrière le pétrole de la mer du Nord»). Disponible sur: <http://platformlondon.org/scotland/>.

de Vattenfall, galvanisant la pression publique en Suède en réponse aux investissements polluants de l'entreprise qu'ils détiennent. Cela s'est montré suffisant pour pousser les politiciens à légiférer pour arrêter le programme de Vattenfall visant à étendre leurs opérations de lignite. En réponse, Vattenfall a annoncé que bien qu'ils n'étendraient pas eux-mêmes leurs opérations, ils vendraient les nouvelles mines qu'ils avaient construites. À cause d'un règlement stipulant que les entreprises publiques doivent agir seulement se basant sur des considérations commerciales, l'État ne pouvait pas empêcher la compagnie qu'il détenait d'agir à sa guise. D'autres causes d'inquiétude viennent du cas de l'entreprise de service public détenue par l'État d'Afrique du Sud, Eskom, qui a répondu récemment à la crise de l'électricité par des coupures systématiques, privant des millions de personnes d'accès à l'énergie.

Y a-t-il un danger qu'une fois que les services publics dépassent une certaine taille, ils deviennent trop puissants pour être contrôlés par l'État? Comment une philosophie de démocratie participative peut-elle être retenue dans les opérations à grande échelle de l'État? Comment les entreprises détenues par l'État, opérant dans les conditions de marché actuelles, peuvent-elles agir pour donner la priorité à des buts sociaux ou environnementaux? Si les entreprises d'État refusent de maximiser le succès commercial, ont-elles une chance d'être compétitives? L'implication semble être que pour que les entreprises détenues par l'État puissent prospérer comme nous le souhaiterions, les conditions de marché devront changer. Plus fondamentalement, l'entreprise publique dans un régime capitaliste sera toujours limitée: tant que les processus d'État sont basés dans les relations sociales sur les prémisses d'accumulation compétitive, ils pourront difficilement atteindre des buts sociaux et environnementaux. Ainsi, nous arrivons à la conclusion récemment soulignée publiquement par Naomi Klein: la transition vers le faible carbone dont nous avons besoin ne se fera tout simplement pas sans une transformation fondamentale des relations sociales capitalistes.



GESTION PUBLIQUE PROGRESSISTE

Le néo-libéralisme a pénétré tous les aspects de nos sociétés, formant nos institutions sociales, nos comportements individuels et collectifs et nos identités autour des intérêts du capital. Nos institutions publiques sont de plus en plus gérées comme des entreprises, avec un personnel et des cadres formés au management corporatif.

Ioannis Margaris, vice-président de l'entreprise de réseau de distribution d'électricité détenue par l'État grec, a décrit comment Syriza, une fois arrivé au pouvoir, s'est retrouvé avec une série d'institutions ayant des cultures organisationnelles de nouvelle gestion publique *néo-libérale profondément ancrées*. Il y a un système d'administration publique basé sur la bureaucratie centralisée, les incitants financiers et les objectifs; des hiérarchies strictes; et une vision marchandisée de la prestation de services basée sur «le choix du consommateur», la rentabilité et l'efficacité économique. Pourtant la gauche manque de propres théories sophistiquées de gestion publique, laissant Syriza sans idées ou mécanismes pour un changement institutionnel.

La corporatisation des services publics est une tendance généralisée et cela a créé des problèmes pour la gauche à de nombreuses reprises. La vague de renationalisations au Venezuela et en Bolivie, par exemple, a vu des résultats mitigés, et dans certains cas, des catastrophes. Selon le chercheur Daniel Chavez, c'est surtout dû à l'incapacité de changer la culture des institutions pour l'éloigner de la nouvelle gestion publique, une fois que l'État prend le contrôle.

PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE

Alors que l'accès à l'énergie est reconnu depuis longtemps comme une lutte clé pour la justice dans le sud de la planète, ces dernières années ont laissé de millions de personnes à travers l'Europe sans accès aux niveaux d'énergie de base nécessaires pour une vie digne. La pauvreté énergétique est poussée par plusieurs causes immédiates, dont les plus évidentes sont les factures qui augmentent, les revenus en baisse et les logements de pauvre qualité. Sous-jacent à ces facteurs directs, nous retrouvons les impacts de la libéralisation des marchés et la privatisation, a) sur les prix de l'énergie, qui permettent aux corporations de profiter des factures qui s'envolent et b) sur le marché immobilier, qui laisse beaucoup d'entre nous à la merci de propriétaires profiteurs, inintéressés par la santé ou le bien-être de leurs locataires. Comme facteur aggravant, nous retrouvons les implications des mesures d'austérité sur les salaires et la protection sociale.

L'ampleur du problème dans trois contextes européens différents est présentée ci-dessous.

> **Espagne et Catalogne:** 17% des Espagnols luttent aujourd'hui pour payer leurs services de base: l'électricité, le gaz et l'eau.¹⁸ En 2012, les entreprises énergétiques ont privé 1,4 million de foyers espagnols d'accès à l'énergie.¹⁹ En Catalogne, le prix de l'électricité représente 27,6% de la moyenne européenne, les prix ayant doublé au cours de la dernière décennie.²⁰ Plus de 50% des factures en Catalogne n'ont rien à voir avec la consommation: les entreprises énergétiques ont répercuté les coûts de compensation pour des tremblements de terre causés par le stockage de gaz naturel sur les consommateurs, qui payent aussi pour la récente privatisation de l'eau de la région.²¹

18 Asociación de Ciencias Ambientales (2014) «7 millones de ciudadanos tienen dificultades para pagar las facturas de energía» («7 millions de citoyens ont des difficultés à payer leurs factures d'énergie») Disponible sur: <http://www.cienciasambientales.org.es/index.php/noticias/331-7-millones-de-ciudadanos-tienen-dificultades-para-pagar-las-facturas-de-energia-.html>

19 Vidales, R. (2013) Las eléctricas cortaron la luz de 1,4 millones de viviendas en 2012. («Les distributeurs d'électricité coupent la lumière de 1,4 million de foyers en 2012»). Disponible sur: http://sociedad.elpais.com/sociedad/2013/11/25/actualidad/1385413127_290093.html.

20 La asociación de los consumidores de energía (2014) «Precios Europeos de la Energía» («Les prix européens de l'énergie») Disponible sur: <http://www.rankia.com/foros/economia/temas/2277825-comparativa-europea-precios-energia-espanoles-no-merecemos-esto>.

21 Aigua es vida (s.d.) El Que El Rebut De L'aigua No Explica («Ce que la facture d'eau n'explique pas»). Disponible sur: https://plataformaiguaesvida.files.wordpress.com/2013/11/rebut_aigua_a4.jpg.

> **Royaume-uni:** Environ 10 000 personnes meurent tous les hivers parce qu'elles vivent dans des maisons froides. Pendant ce temps, les «Big Six», le six plus grandes entreprises d'énergie qui détiennent un monopole de 90 % du secteur de l'énergie au Royaume-Uni, ont multiplié leurs gains par dix entre 2007 et 2013.²² 4 millions de foyers au Royaume-Uni sont endettés à cause de leur fournisseur d'énergie,²³ et 4,7 millions de personnes sont privées d'électricité plusieurs fois par an.²⁴ Pour contourner leur obligation de ne pas priver les personnes «vulnérables» d'énergie, les entreprises d'énergie au Royaume-Uni ont forcé environ 600 000 clients à prendre des compteurs de prépaiement en 2013;²⁵ l'année dernière, le distributeur d'énergie est entré par infraction dans 100 000 foyers au Royaume-Uni pour installer un compteur.²⁶ Une fois un compteur de prépaiement installé, si on n'a pas les moyens de le recharger, la distribution est coupée.

22 Competition and Markets Authority (2015) "Energy Market Investigation" («Investigation du marché de l'énergie») Disponible sur: https://assets.digital.cabinet-office.gov.uk/media/55070c2040f0b613e6000015/Profitability_of_retail_energy_supply.pdf

23 Christie, S. (2014) "Four million households in debt to energy suppliers" («Quatre millions de foyers endettés envers leurs fournisseurs d'énergie»). Londres: The Telegraph. Disponible sur: <http://www.telegraph.co.uk/finance/personalfinance/household-bills/10781753/Four-million-households-in-debt-to-energy-suppliers.html>.

24 Auteur anonyme (2015) "Fuel poverty leaves millions without energy" («La pauvreté de carburant laisse de millions de personnes sans énergie»). Disponible sur: <http://moneyfacts.co.uk/news/gas-and-electricity/fuel-poverty-leaves-millions-without-energy/>.

25 Vyas, D. (2015) "Prepayment meter customers should not be charged a premium" («Les clients à compteur de prépaiement ne devraient pas payer de bonus»). Utility Week. Disponible sur: <http://utilityweek.co.uk/news/prepayment-meter-customers-should-not-be-charged-a-premium/1131082#.ViZt7X6rSUK>.

26 Read, S. (2014) "Households are being left in the cold by prepayment meters" («Les foyers laissés dans le froid par les compteurs de prépaiement»). Londres: The Independent. Disponible sur: <http://www.independent.co.uk/money/spend-save/simon-read-households-are-being-left-in-the-cold-by-prepayment-meters-9817524.html>.



> **Bulgarie:** La Bulgarie présente un des taux de pauvreté les plus élevés d'Europe.²⁷ Bien qu'il n'y ait aucune définition juridique officielle de la pauvreté énergétique en Bulgarie, une étude récente du gouvernement a estimé qu'environ 61% des foyers sont touchés.²⁸ Les factures se sont envolées depuis la privatisation, les coupures sont monnaie courante, exacerbant des niveaux de pauvreté déjà élevés en Bulgarie.

COMBATTRE LA PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE

Chacun de ces contextes européens a vu un mouvement social fort s'organiser en réponse à la gravité de la situation. En Catalogne, l'Alliance contre la Pauvreté de Carburant est un réseau mené par ceux qui sont en première ligne de l'injustice énergétique. Ils ont utilisé une variété de tactiques, allant du rapport de cas individuels au médiateur jusqu'à l'occupation du siège social d'entreprises énergétiques pour réclamer la prise de mesures. La campagne a récemment rassemblé 150 000 signatures en moins de trois mois en faveur de leur loi à initiative populaire, demandant que la municipalité arrête les expulsions et les coupures systématiques des services de base, la responsabilité revenant à l'entreprise de services de prouver qu'on ne peut pas payer, ce qui inverserait la situation actuelle. En générant de la pression populaire, la campagne a réussi à persuader la municipalité d'adopter leur loi. La campagne milite maintenant pour la transparence des données de la municipalité concernant les coupures et une étude sur l'implémentation de modèles publics de distribution d'énergie.

Au Royaume-Uni, Fuel Poverty Action («Action contre la Pauvreté de Carburant») travaille en solidarité avec des retraités, personnes en situation de handicap, migrants, mères de famille et d'autres luttant pour réchauffer leurs maisons. Le groupe utilise diverses tactiques, combinant un travail pratique au cas-par-cas sur les besoins urgents des personnes avec la protestation et des commentaires dans les médias. FPA a créé une «charte des droits énergétiques» que plusieurs groupes ont soutenue au niveau international, proposant plusieurs droits allant du droit à l'énergie nécessaire pour se réchauffer, au droit à une énergie qui ne nuit pas à l'environnement et à un système d'énergie géré

27 Cf. http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:At-risk-of_poverty_or_social_exclusion_rate,_2012_and_2013.png

28 Kornazheva, J. (2015) Ivan Ivanov: Energy Exchange in Bulgaria must be no later than the beginning of 2016 («L'échange énergétique en Bulgarie ne doit pas arriver plus tard que début 2016»). Disponible sur: <http://bnr.bg/post/100549034/ivan-ivanov-energiina-borsa-v-balgaria-trabva-da-ima-nai-kasno-donachaloto-na-2016-godina>

démocratiquement, dans notre intérêt.²⁹ La pression générée par le FPA a provoqué récemment une investigation du marché de l'énergie au Royaume-Uni pour cause de mauvaises facturations régulières et de prestations de services de piètre qualité.

En Bulgarie, les factures d'électricité de plus en plus élevées furent l'élément déclencheur d'un soulèvement national spontané en 2013, qui a vu des protestations à travers 30 villes finir par renverser le gouvernement. Alors que le nouveau gouvernement a commencé à appliquer un programme d'efficacité énergétique à hauteur de 500 millions d'euros, la population reste insatisfaite, voyant cela comme un moyen de saper le soutien à une demande plus radicale de la protestation: le retour à la propriété publique.

Les activistes s'accordent à dire que les termes de 'pauvreté énergétique' ou de 'pauvreté de carburant' sont problématiques, car ils dépolitisent la question en présentant les personnes comme des victimes passives et non des acteurs politiques dans une lutte contre l'injustice. À travers l'Europe, les gouvernements et les corporations ont utilisé la pauvreté énergétique comme justification pour continuer à extraire les carburants fossiles et attaquer les énergies renouvelables, répétant le mensonge selon lequel le problème vient des coûts de l'énergie renouvelable.

Pourtant, cela s'est aussi révélé être un domaine très productif autour duquel s'organiser. En Catalogne ainsi qu'au Royaume-Uni, les activistes avaient auparavant lutté pour mobiliser des mouvements larges sur les problématiques de justice climatique et démocratie énergétique. Centrer les campagnes sur la pauvreté énergétique a garanti une connexion avec les réalités et luttes immédiates des personnes, galvanisant diverses alliances populaires et aidant à accroître la conscience des problèmes de la privatisation et le besoin de changer les rapports de force.

29 Fuel Poverty Action (2015) Energy Bill of Rights («charte des droits énergétiques») [internet] Disponible sur: <http://www.fuelpovertyaction.org.uk/home-alternative/energy-bill-of-rights-2/>.



LES SYNDICATS ET UNE TRANSITION JUSTE

La création du réseau des syndicats pour la démocratie énergétique – une alliance internationale de syndicats promulguant une vision progressiste d’une transition faible carbone démocratisée – est un pas en avant louable pour l’intégration de politiques progressistes écologiques et de travail.³⁰ Cependant, la plupart des principaux syndicats européens restent ambigus, et même parfois opposés à une transition faible carbone.

Une exception considérable à ce niveau est le cas du mouvement du travail en Afrique du Sud. Depuis 2008, l’Afrique du Sud est frappée par une grave crise de l’électricité et le fléau des coupures, blackouts et déconnexions constants. Suivant la logique néo-libérale typique de *doctrine choc*, l’État et le capital ont cherché à profiter de cette crise, voyant une opportunité pour ouvrir de nouveaux marchés, encourageant de nouveaux investissements privés dans le charbon et le nucléaire, ainsi que dans les énergies renouvelables.

En réponse à cela, plusieurs syndicats d’Afrique du Sud ont élaboré un programme de résistance uni. Une tentative récente de l’État visant à augmenter les tarifs énergétiques de 25% a été bloquée avec succès par la pression du mouvement. Cette coalition de syndicats opère sous la bannière de «un million d’emplois pour le climat», demandant des investissements publics généreux pour créer de nouveaux emplois dans des secteurs faible carbone. Le soutien à cette demande a généré une pétition de 100 000 signatures, suite à laquelle l’État a refusé de prendre des mesures. Depuis le massacre tragique de Marikana en 2012, au cours duquel 34 mineurs en grève furent fusillés, les syndicats de mineurs en sont arrivés à refuser de défendre les emplois dans des industries extractives dangereuses, demandant à la place une transition vers des meilleurs emplois, plus sûrs, dans une industrie plus propre.

30 Cf. <http://unionsforenergydemocracy.org/>.

POINT DE VUE: ÉTAT, POUVOIR, POLITIQUE

«L'alternative à la demande «Quelle est votre alternative?» est de la contrer avec des questions telles que «l'alternative pour qui?» «l'alternative à quoi?», et de la remplacer dès que possible par la question «De quel côté êtes-vous?»»

Larry Lohmann, chercheur au Corner House³²

Ce document a revisité plusieurs questions qui sont, depuis un certain temps, au cœur du débat sur la démocratie énergétique: questions de récits, d'échelle, de propriété, de finance, d'emplois. En espérant que ce retour en terrain familier ait été révélateur, montrant le progrès qui a été accompli ces dernières années, introduisant de nouvelles couches de complexité et ouvrant de nouvelles questions et possibilités.

Pourtant, nous ne devrions pas perdre de vue la provocation qui a ouvert notre discussion: la transition énergétique doit être *politisée*. Les questions les plus importantes à poser, à ce stade, sont peut-être les questions d'organisation, de stratégie et de pouvoir. En bref, et gardant en tête la suggestion de Larry Lohmann offerte ci-dessus: qui dirige actuellement la transition énergétique, comment les rapports de force existants pourraient-ils être transformés à notre avantage, et à qui, pourrions-nous ajouter, faisons-nous référence dans cette supposition d'un «notre» ou «nous» uni d'un mouvement pour la démocratie énergétique?

Pour Ioannis Margaris de Syriza, ces derniers mois ont démontré que le pouvoir n'opère plus premièrement au niveau traditionnel d'État-nation, mais plutôt à l'échelle internationale. Lorsque Syriza a introduit le contrôle de capitaux dans une tentative de réaffirmer la souveraineté nationale, les institutions sociales de la Grèce ont commencé à s'effondrer. Notre économie capitaliste globalisée place les nécessités premières de la vie – de l'alimentation, à l'énergie et l'argent – dans les mains d'organismes supranationaux non élus et ne pouvant être tenus pour responsables, que ce soit des corporations et institutions financières transnationales ou leurs intermédiaires politiques, ici incarnés par la Troïka. Le tissu social de la Grèce étant au point de rupture, le capital transnational avait un élément de marchandage décisif à apporter à la table des négociations.

32 Lohmann, L. (2014) "An Alternative to 'Alternatives'" («Une alternative aux 'alternatives'») Dorset: The Cornerhouse. Disponible sur: <http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/alternative-alternatives>.

Quelles implications, alors, pour une démocratie énergétique? Nous ne pouvons pas abandonner l'État-nation, à cause de la coordination, la redistribution et l'investissement à grande échelle qu'il peut faciliter. Pourtant, les nouvelles institutions d'État de la démocratie énergétique que nous voulons menacent le pouvoir du capital transnational, et devront donc faire face à une forte résistance. Comment pouvons-nous éviter une reproduction de l'expérience grecque? À travers l'Amérique Latine, des gouvernements de gauche ont résisté avec succès à la domination néo-libérale; bien que nous soyons obligés de reconnaître les limitations et contradictions du virage à gauche de l'Amérique latine, le cas de l'Uruguay examiné plus tôt montre clairement le potentiel progressiste. Ici, le succès électoral de la gauche était dépendant de la mobilisation d'un fort soutien populaire; cela, alors, est la mission à accomplir en Europe. Afin de commencer à le faire, une compréhension approfondie du mode opératoire du pouvoir transnational sera essentielle.

Nous devons aussi nous demander quels types d'institutions sociales peuvent être façonnés aux niveaux local, municipal ou régional, ce qui pourrait commencer à nous libérer de notre dépendance aux processus transnationaux. Par conséquent, la création d'espaces de démocratie énergétique aux niveaux en-dessous de l'État-nation devient d'autant plus importante. Le cas de la lutte récente de Berlin pour une transition énergétique participative municipale peut nous éclairer ici, nous offrant une compréhension concrète de la manière dont la gouvernance municipale pourrait être transformée selon des perspectives de durabilité, justice sociale et démocratie radicale.

La campagne *Energietisch* nous aide à imaginer des institutions d'État transformées et démocratisées. Le néo-libéralisme a vu une érosion d'espaces pour la politique: des espaces où des intérêts conflictuels peuvent se rencontrer; où des visions alternatives d'organisation sociale peuvent être exprimées. À la place, le néo-libéralisme force l'illusion d'un accord consensuel: «nous sommes tous d'accord que l'austérité, la privatisation et la libéralisation sont nécessaires,» nous dit-on; «alors, laissons nos managers experts

sortis d'écoles de commerce faire leur travail». ³³ Pour façonner une démocratie énergétique, de nouveaux espaces pour la politique doivent être ouverts de force: la vision Energietisch de gouverneurs élus et d'assemblées de quartier nous offre une proposition d'une façon possible de le faire.

Pourtant, Berlin se montre aussi prudente. L'Energietisch a remporté 83% du vote populaire dans le référendum qu'il a forcé concernant ses demandes. Mais le référendum n'est pas parvenu à atteindre le seuil de participants, dû à la décision de l'État local de saper la campagne en reportant la date du référendum à une journée isolée plus loin de l'élection nationale. Les institutions d'État local – comme celles de l'État-national et de la gouvernance transnationale – sont profondément ancrées dans des rapports de force dominants, et sont ainsi enclins à faire tout ce qu'ils peuvent pour s'opposer à un changement radical.

En bref, peu importe l'échelle que nous choisissons pour opérer dans la lutte pour la démocratie énergétique – comme pour toutes tentatives de changement radical – les chances ne sont pas de notre côté. Le néo-libéralisme a vu les rapports de force à tous les niveaux politiques devenir plus profondément ancrés que jamais. Pourtant, la perpétuation du statu-quo requiert la croyance largement répandue du mensonge selon lequel ces rapports de force sont fixes, stables et permanents. Le pouvoir est en réalité dynamique, contesté et mouvant. À travers la lutte, il peut être transformé, comme cela fût démontré par les victoires remportées par les personnes contre la domination et l'oppression à travers l'histoire.

Comment alors pouvons-nous construire des mouvements de démocratie énergétique avec un pouvoir suffisant pour réécrire les règles du jeu? D'abord, nous devons développer une vision cohérente et viable pour le travail et une transition juste. Ce n'est pas nouveau; la question, à ce stade, est de savoir ce qui a fonctionné ou non à cet égard et ce que nous pouvons faire différemment. La pauvreté énergétique est un combat immédiat qui doit être engagé. Les expériences au Royaume-Uni, en Catalogne et en Bulgarie démontrent le potentiel pour de nouvelles alliances politiques dans le mouvement autour de cette problématique, offrant une occasion de solidarité entre étudiants et retraités, migrants et chômeurs, activistes de justice sociale et environnementalistes. Pendant ce temps, le mouvement pour la justice climatique se reconstruit enfin

33 Siehe: Swyngedouw, E. (2010) „Apocalypse Forever? Post-Political Populism and the Spectre of Climate Change“. *Theory Culture and Society* 27(2-3), 213-232.

suite à l'après-coup de Copenhague, tirant la leçon de son erreur précédente d'investir tous ses espoirs dans les processus des Nations Unies dominés par les corporations.

Une vision concrète mais radicale pour la démocratie énergétique peut aider ce mouvement global rajeuni à trouver son chemin vers Paris et au-delà.

Pour finir, alors que les perspectives de la virée électorale européenne à gauche sont en jeu, la mainmise du néo-libéralisme sur le débat dominant semble enfin brisée. De l'«Oxi!» résonnant en Grèce au succès remarquable de la gauche espagnole aux élections municipales cette année en passant par la victoire surprise de Jeremy Corbyn dans la course récente pour la direction du parti travailliste au Royaume-Uni, une nouvelle fenêtre d'opportunité s'est ouverte. En réponse, nous devons développer des stratégies qui créent de la force à la fois dans et au-delà de l'État et de la politique formelle. Cela signifie offrir notre soutien aux projets électoraux qui ouvrent de nouvelles possibilités politiques, tout en refusant la cooptation, gardant de l'indépendance et donnant priorité à la mobilisation de mouvements populaires forts qui continueront à revendiquer une démocratie énergétique, peu importe les victoires ou défaites électorales.

ANNEXES: CONTEXTE DU RAPPORT

Les 1–2 octobre 2015, le bureau de Bruxelles de la Rosa-Luxemburg-Stiftung a tenu un atelier sur les stratégies pour la démocratie énergétique. Rassemblant des chercheurs, activistes et décideurs, l'atelier a fourni un espace de discussion et de partage de connaissances et d'expériences. Ce rapport rassemble des problématiques, thèmes et questions communs qui ont émergé de l'atelier.

L'atelier était divisé en six sections, qui ont toutes vu plusieurs interventions d'experts:

Partie 1: Démocratie énergétique, crise de l'électricité et alternatives

- Conrad Kunze, un chercheur du Centre pour la Recherche Environnementale UFZ, à Leipzig, a commencé en introduisant le concept de démocratie énergétique y compris son histoire, ses définitions divergentes et ses multiples applications pratiques différentes.
- Brian Ashley du Centre pour le Développement Alternatif de l'Information, de la ville du Cap, a suivi avec un aperçu de l'activisme syndical pour la démocratie énergétique et les emplois pour le climat en réponse à la crise de l'électricité en Afrique du Sud.

Partie 2: Expériences de politiques alternatives de démocratie énergétique

- Ioannis Margaris, vice-président de l'opérateur du réseau de distribution d'électricité grec et membre de Syriza, a partagé ses expériences concernant les défis de l'implémentation de la démocratie énergétique au niveau de l'État-nation en Grèce.
- Maria Campuzano, une activiste de Xarxa per la sobirania energitica, Barcelone, a suivi avec ses expériences d'organisation contre la pauvreté énergétique et la privatisation au niveau municipal.

Partie 3: Socialiser les services publics et fournisseurs municipaux

- Stefan Taschner, un activiste de Berliner Energietisch, a décrit la lutte de cette campagne pour le contrôle démocratique participatif de l'énergie renouvelable détenue par la municipalité, se focalisant sur les mécanismes démocratiques proposés.

- James Angel, un chercheur sur la démocratie énergétique et les alternatives à la privatisation du secteur énergétique au King's College à Londres, a répondu avec des réflexions issues de son travail de terrain avec Berliner Energietisch, se focalisant sur l'approche envers l'État qu'a prise cette campagne.

Partie 4: La pauvreté énergétique et les luttes pour un accès juste à l'énergie

- Laura Hill, une activiste de Fuel Poverty Action au Royaume-Uni, a décrit le grave problème de la pauvreté énergétique au Royaume-Uni, et ses expériences de lutte en solidarité avec ceux qui sont en première ligne de cette injustice.
- Georgi Medarov de Nouvelles Perspectives de Gauche, en Bulgarie, a parlé des niveaux alarmants de pauvreté énergétique en Bulgarie, de la vague de protestation contre les prix de l'électricité en hausse qui a renversé le gouvernement bulgare en 2013 et des conséquences politiques de ce soulèvement.

Partie 5: Contrôle de la production et la distribution de l'énergie

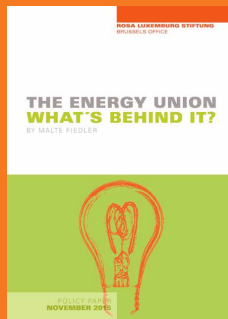
- Mika Minio-Paluello, une activiste et chercheur de Platform, un groupe de campagne contre le pétrole basé à Londres, a partagé ses recherches sur les différentes options de construction de la démocratie énergétique en Grande-Bretagne.

Partie 6: Contrôle démocratique des services publics de l'énergie

- Daniel Chavez, chercheur à l'Institut Transnational, à Amsterdam, a développé plus avant le thème de l'État avec une présentation des avantages et limitations des services publics en Amérique latine, en se focalisant surtout sur l'investissement public de l'Uruguay dans l'énergie éolienne.
- Gunnar Lund, conseiller politique pour Greenpeace Suède, a décrit la campagne de Greenpeace contre le service public Vattenfall, détenu par l'État, et les leçons à tirer pour l'avenir des services publics détenus par l'État.

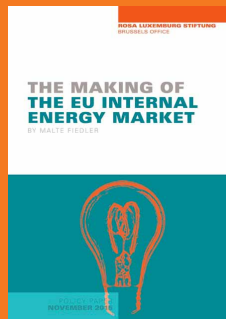


PLUS DE PUBLICATIONS



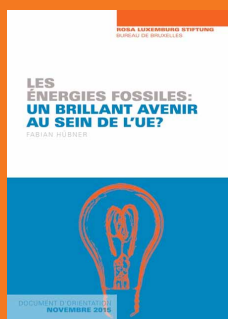
The Energy Union: what's behind it? Policy Paper

Malte Fiedler, Novembre 2015
Disponible en Anglais.



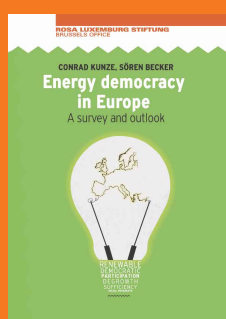
The making of the EU Internal Energy Market. Policy Paper

Malte Fiedler, Novembre 2015
Disponible en Anglais.



Les énergies fossiles: un brillant avenir au sein de l'UE

Fabian Hübner, Novembre 2015
Disponible en Français et en Anglais.



Energy democracy in Europe. A survey and outlook

Conrad Kunze et Sören Becker, Juin 2014
Disponible en Anglais et en Allemand.

La Rosa-Luxemburg-Stiftung est une organisation de gauche à but non lucratif proche du parti allemand «Die Linke» (Parti de gauche) et dont le champ d'action est international. Créée en 1990, la fondation consacre son travail à l'analyse des évolutions et des processus sociaux et politiques à l'œuvre dans le monde entier.

Notre travail s'inscrit dans le contexte de la crise multiple et croissante du système politique et économique actuel. En coopération avec d'autres organisations progressistes de par le monde, notre action porte sur la participation démocratique et sociale, le renforcement des capacités des groupes défavorisés, et les alternatives pour le développement économique et social. Nos activités internationales ont pour but de favoriser l'éducation citoyenne à l'aide d'analyses universitaires, de programmes publics et de projets menés en collaboration avec nos institutions partenaires.

Afin d'accompagner et de coordonner ces différents projets, la fondation a créé 17 bureaux régionaux aux quatre coins du globe. Le bureau bruxellois a ouvert ses portes en 2008. Sa mission principale consiste à renforcer les liens entre les mouvements, les militants et les universitaires de gauche et progressistes issus d'Europe et de différentes régions du monde.

Notre action a pour but de contribuer à un système mondial plus juste fondé sur la solidarité internationale.

WWW.ROSALUX-EUROPA.INFO

Rosa-Luxemburg-Stiftung, Bureau de Bruxelles
11 avenue Michel-Ange, 1000 Bruxelles, Belgique

Responsable légal Dr. Martin Schirdewan
Bruxelles, Février 2016

Auteur James Angel
Traduction de l'anglais Eurideas

Design & Illustration Mélanie Heddrich
Production HDMH sprl

Avec le soutien du ministère fédéral allemand
de la Coopération économique et du Développement.

Ce rapport clarifie l'état des débats existants sur la Démocratie énergétique dans le but d'ouvrir de nouvelles questions et possibilités, en montrant la voie vers une direction plus claire. Il est argumenté que les progrès nécessiteront une considération attentionnée des questions de politique et de pouvoir. Qui dirige aujourd'hui la transition énergétique? Comment les rapports de force existants pourraient-ils être transformés à notre avantage? Et à qui faisons-nous référence dans notre supposition d'un «notre» ou un «nous» unifié d'un mouvement pour la démocratie énergétique? En offrant un début de réponses à ces questions – et en résumant les discussions existantes sur les récits, l'échelle, la propriété, la finance, la pauvreté énergétique et une transition juste – ce rapport devrait servir de ressource aux activistes et chercheurs souhaitant façonner des transitions faible carbone justes et démocratiques.